MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2024-49** **24/01/2024**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 22

Objet : Appel à candidatures - Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ASP, FAM, INAO, CL, ONF) 20 postes et plus 1 poste à la DGAMPA et 1 poste de MAD auprès de l'agence Erasmus+ France

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

-1 poste de contrôleur.euse référent.e
Date limite de candidature : 23/02/2024

-1 poste de contrôleur.euse
Date limite de candidature : 23/02/2024

-1 poste de chef.fe de projet
Date limite de candidature : 23/02/2024

-1 poste de chargé.e d'action
Date limite de candidature : 23/02/2024

-1 poste de contrôleur.euse polyvalent.e
Date limite de candidature : 23/02/2024

FranceAgriMer :

- 2 postes contrôleur.euse territorial pluri-filières
Date limite de candidature : 22/02/2024

- 1 poste d'assistante de service
Date limite de candidature : 18/02/2024

- 1 poste de gestionnaire comptabilité
Date limite de candidature : 15/02/2024

- 1 poste de chef.fe de pôle unité pêche
Date limite de candidature : 12/02/2024

- 1 poste d'administrateur.trice Systèmes et Sauvegardes
Date limite de candidature : 15/02/2024

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de chargé.e de mission ressources humaines
Date limite de candidature : 16/02/2024

- 1 poste de responsable du pôle "Agriculture Biologique "
Date limite de candidature : 09/02/2024

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture :

- 1 poste d'adjoint.e à la cheffe du bureau de l'économie des pêches
Date limite de candidature : 22/02/2024

Mise à disposition dans le cadre du COMAP I:

- 1 poste de chargé.e de mission – Enseignement et Formation Professionnels
Date limite de candidature : 24/02/2024

Conservatoire du Littoral

- 1 poste d'assistante.te administratif.ve
Date limite de candidature : 24/02/2024

- 1 poste de chargé.e de mission territorial.e
Date limite de candidature : 24/02/2024

- 1 poste de chargé.e de mission délégation Europe- -International
Date limite de candidature : 14/02/2024

- 1 poste de chargé.e de mission foncier (Corse)
Date limite de candidature : 24/02/2024

- 1 poste de chargé.e de mission foncier et animation territoriale
Date limite de candidature : 24/02/2024

- 1 poste de chargé.e de mission foncier (Manche)
Date limite de candidature : 24/02/2024

Office national des Forêts

- 1 poste de directeur.trice territorial
Date limite de candidature : 23/02/2024

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CONTRÔLEUR REFERENT (H/F)

R46148

Localisation : Direction interrégionale Bretagne-Pays de la Loire Site de Nantes

Statut : Titulaire Cat. B / Ouvert aux contractuels (CDD)

Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : BAC à BAC + 2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Le ou la titulaire est référent technique sur les contrôles animaux et sur les outils de contrôle terrain (OCA) sur les 2 régions Bretagne et Pays-de-la-Loire.

En lien avec la cheffe de secteur, le ou la titulaire du poste participe à l'organisation opérationnelle des contrôles sur le terrain.

En lien avec les chefs de secteur animaux, le ou la titulaire participe à la formation des contrôleurs et la supervision des dossiers de contrôle dans le domaine des contrôles animaux.

Le poste alterne déplacements terrain et travail de bureau.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Service et de Paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction interrégionale Bretagne - Pays de la Loire comprend environ 115 agents titulaires basée sur 2 sites Rennes et Nantes, assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).

Le poste est basé à Nantes et rattaché au service Contrôle des Aides Directes Agricoles (SCADA), composé d'une cheffe de service, de 2 adjoints, 6 chefs de secteurs, 14 contrôleurs titulaires et jusqu'à 30 CDD répartis sur les 2 sites. Des déplacements sont à prévoir sur les 2 régions et entre les deux sites.

MISSIONS

- En collaboration étroite avec le chef de secteur, assurer l'encadrement technique des contrôleurs en particulier des CDD
- Participer à la supervision des dossiers animaux, à leur codification et au traçage des suites de contrôles pour les 2 régions
- Participer à la formation et assurer l'accompagnement des contrôleurs en particulier des CDD
- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles
- Effectuer les reperformances réglementaires des dossiers contrôlés
- En cas d'absence des chefs de secteur animaux, assurer la suppléance (suivi de l'activité, planification, affectation des dossiers, et relations avec les partenaires extérieurs)
- Participer aux réunions et aux groupes de travail
- Réaliser des contrôles terrain (tous domaines SIGC) pour maintenir son niveau d'expertise

CHAMP RELATIONNEL

- **En interne** : Cheffe de service, adjoints, chefs de secteurs, contrôleurs et agents administratifs, autres agents de la direction interrégionale, agents des directions du siège (DSDA)
- **En externe** : Services déconcentrés de l'Etat, organisations professionnelles, EDE, exploitants agricoles, corps d'audit

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires de la PAC
- Maîtrise des techniques de contrôle
- Connaissance du monde agricole
- Connaissance de la réglementation liée aux contrôles animaux (expertise requise) et aux contrôles surfaces (appréciée)
- Maîtrise des outils de contrôles
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques métier (ISIS, PACO, Resytal,…)



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à transmettre des savoirs et savoir-faire
- Sens du contact et du travail en équipe
- Capacité à animer une équipe
- Sens de l'organisation
- Disponibilité et autonomie
- Capacité d'analyse, d'initiative et d'adaptation
- Capacité à anticiper les difficultés et alerter le responsable hiérarchique
- Capacité à rendre-compte
- Qualités rédactionnelles
- Capacité à gérer une relation externe



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Hugues LAPRIE, Directeur interrégional – courriel : hugues.laprie@asp-public.fr
- Mme Florence DUGAST, cheffe du Service Contrôle des Aides Directes Agricoles – Courriel : florence.dugast@asp-public.fr Tel : 02 40 69 36 10 – 06 74 35 91 47
- Mme Morgane LECOMMANDOUX, cheffe du Service des Affaires Générales – courriel : morgane.lecommandoux@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Contrôleur (H/F)

R59072

Localisation : Direction régionale Hauts-de-France - site de Lille

Statut : Titulaire Cat. B / Ouvert aux contractuels

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Bac à Bac + 2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

- Réaliser les contrôles dans les délais prévus par la programmation tout en respectant les procédures (réglementaires et locales)

- Assurer la gestion et la vérification administrative des dossiers à différentes étapes des procédures de contrôle (domaines Surface, Hors surface et Animaux)

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale des Hauts-de-France, composée de 105 agents titulaires répartis au sein de cinq services.

Le Service des contrôles est localisé sur les sites d'Amiens et de Lille. Il a en charge le contrôle des aides de la PAC sur les cinq départements des Hauts-de-France. Un appui à d'autres Directions Régionales peut aussi être mis en place certaines années.

Le service est composé de 14 agents titulaires (1 chef de service, 2 adjoints, 3 contrôleurs référents, 7 contrôleurs, 1 gestionnaire) et d'agents contractuels lors des campagnes de contrôle,

MISSIONS

Missions de contrôleurs

- Assurer une veille réglementaire et technique dans les différents domaines de contrôles (MyASP)

- Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune :
  - ✓ 1er et 2ème pilier de la PAC (dispositifs surfaces et hors surface)
  - ✓ contrôles animaux
  - ✓ contrôles par photo-interprétation (notamment suite au traitement de l'Imagerie par l'Intelligence artificielle)
  - ✓ contrôle Plan de Performance PAC

- Réaliser la supervision et le traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes

- Réaliser des tâches administratives (notes, comptes rendus, rapports de contrôle, mise à jour des tableaux de bord ou d'indicateurs, archivage...)

- Respecter les procédures de contrôle interne

Les contrôles à réaliser sur place seront situés dans les départements des Hauts-de-France (principalement dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais)

Mettre en œuvre, pour tous les domaines de contrôle (Surface, Hors surface, Animaux) les procédures administratives spécifiques de traitement de dossiers :

- préparation des dossiers dès la mise en contrôle. Edition ou enregistrement des documents relatifs aux bénéficiaires contrôlés (ISIS, Resytal, etc.),



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : chef de service, adjoints, contrôleurs du service , gestionnaire
- En externe : les bénéficiaires, Directions Départementales de la Protection des Populations, Etablissement Régional de l'Elevage

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC
- Connaissances de l'Agriculture, de son environnement et des techniques agricoles
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifique
- Connaissance des outils graphiques
- Connaissance des principes de contrôles par télédétection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- Maitrise de la méthodologie des contrôles



SAVOIR-FAIRE

- Maitrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- Maitrise des outils informatiques spécifiques
- Qualités rédactionnelles
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité à convaincre
- Capacité d'adaptation
- Faire preuve de polyvalence
- Diplomatie
- Sens de l'organisation
- Autonomie
- Maitrise de soi



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Service Parcours Professionnels – Pôle Acquisition des Talents - mobilite@asp-public.fr
- M. Alain WAGRET, Directeur Régional adjoint – alain.wagret@asp-public.fr - Tél : 03 20 63 34 50
- M. Jean DELPLACE, Chef de Service – jean.delplace@asp-public.fr - Tél : 03 22 33 21 30

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

DIREEPS

Chef de projet DEFI

L15164

Localisation : Limoges

Statut : Ouvert aux titulaires (cat. A – poste pérenne) et aux contractuels (CDD 36 mois max)

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac +3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous avez la responsabilité de projets innovants et variés contribuant à la modernisation de l'agence, à son efficience et à celle des usagers dans leurs démarches.
Les applications de gestion front et back office chargées de la distribution des aides dans les politiques publiques de l'environnement, de la solidarité et de l'emploi, constituent le champ d'application de ces innovations.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction de l'emploi, de l'environnement et des politiques sociales (DIREEPS) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de 70 politiques publiques confiées à l'ASP par quinze ministères et agences nationales comme l'apprentissage, le chômage partiel, le service civique, le bonus écologique, le chèque énergie….
Vous intégrerez le service ingénierie et pilotage des projets informatiques (SI2PI). Ce service a en charge la maîtrise d'ouvrage opérationnelle et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des outils de gestion et de paiement des aides publiques nationales et régionales.

MISSIONS

RÉFÉRENT DE LA VISION MÉTIER

- Porter la vision du produit en tenant compte des besoins métier
- Mener une réflexion stratégique des versions à venir
- Assurer l'interface entre le client (interne ou ministère) et les équipes produit

PRIORISATION PAR LA VALEUR

- Recueillir le besoin
- Définir, prioriser et valider le Backlog en transparence

PARTAGE DU BESOIN À L'ÉQUIPE

- Animer l'équipe et les instances du projet (mêlées, comités de pilotage, rétrospectives) en étroite collaboration avec le Scrum Master, le responsable de la ligne et le pilote de versions.
- Formuler et communiquer explicitement l'objectif du produit à l'équipe agile, et répondre aux questions
- Veiller à la prise en compte des normes (RGAA, RGS, RGPD, Service Public+)
- Participer au cadrage des évolutions technologiques (migrations, à la mise en place de nouveaux outils) et au suivi de leur mise en œuvre

PARTAGE DU BESOIN À L'ÉQUIPE

- → **Assurer l'interface entre le client (interne, ministère, collectivités) et l'équipe projet**
- → Participer à l'animation du groupe Chef de projet du service.
- → **Veiller à la prise en compte des normes (RGAA, RGS, RGPD, Service Public+)**



CHAMP RELATIONNEL

Vous serez en contact avec les Ministères (du travail, des solidarités et de la santé, de la transition Ecologique,...), les collectivités territoriales, la Direction Interministérielle du Numérique (DINUM), les partenaires de l'ASP, la direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI), les services de la direction et les directions régionales de l'établissement.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → **Techniques de gestion et de pilotage de projet en mode agile**
- → **Maîtrise de la suite bureautique Office**
- → **Modélisation de processus**
- → **Production de la documentation**
- → **Organisation, planification de travaux**



SAVOIR-FAIRE

- → **Travail en mode projet**
- → **Leadership, capacité à fédérer**
- → **Capacité d'analyse et de synthèse**
- → **Réactivité**
- → **Aptitude à diagnostiquer et gérer les problèmes**
- → **Capacité à alerter, rendre-compte, partager**
- → **Sens des responsabilités**
- → **Capacité d'écoute**
- → **Force de proposition**
- → **Sens de la communication**



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Service Parcours Professionnel

mobilite@asp-public.fr

Pôle Acquisition des talents

Christine NEEL-AHOUNOU

Tél : 05 55 12 06 78
christine.neel-ahounou@asp-public.fr

Cheffe de service SI2PI
DIREEPS - SI2PI

Mission administrative et financière

DIREEPS-MAF@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chargé d'action

F/H

R50037

Localisation : Guyane

Statut : Fonctionnaire - Catégorie A

Cotation RIFSEEP : 4
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

L'ASP dans son rôle d'organisme payeur des aides européennes agricoles et rurales a délégué, par voie de convention, aux Régions le rôle d'instructeur pour la plupart des mesures du développement rural FEADER hors aides surfaciques et le contrôle des dossiers.

L'ASP se doit de vérifier que la mission réalisée est conforme aux exigences fixées dans le cahier des charges du descriptif du système de gestion et de contrôle (DSGC) sur lesquelles la Région délégataire s'est engagée.

Le/la chargé(e) d'action aura pour missions :

- la réalisation du contrôle de délégation de l'organisme payeur pour la programmation Feader HSIGC 23-27
- la supervision des contrôles de conformité pour la programmation Feader HSIGC 14-21
- l'appui et l'expertise réglementaire auprès des agents et des autorités de gestion régionales

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire

Vous rejoindrez la Direction Interrégionale Antilles-Guyane, composée de 73 agents répartis sur 3 services, au sein du service Agriculture et Développement Rural Pêche et Contrôle.

Le service Agriculture Développement Rural Pêche et Contrôle est réparti sur 3 sites. Il intervient sur des missions de gestion de dossiers, de paiement, et de contrôles terrains. Il est organisé en 3 secteurs et comporte 25 agents.

Vous serez affecté(e) au secteur Contrôle de la délégation hors mesures surfaciques.

MISSIONS

- Assurer la mission de contrôle de délégation au travers d'un "audit" initial et des "audits" annuels et thématiques
- Mettre en œuvre les procédures de contrôle de la délégation afin de vérifier le respect des exigences fixées par l'Organisme Payeur
- Analyser les procédures mises en place par l'Autorité de Gestion Régionale (AGR) au regard des attendus de l'organisme payeur (OP)
- Réaliser la supervision des dossiers contrôlés
- Rédiger et tracer dans l'outil dédié les conclusions en termes de conformité, de fiabilité et d'efficacité des procédures
- Participer aux échanges avec l'AGR sur les résultats
- Assurer le suivi du plan d'action (adaptations des procédures de gestion ou de contrôle)
- Apporter son expertise réglementaire aux AGR et aux membres de l'équipe

CHAMP RELATIONNEL

→ Vous serez appelé à travailler régulièrement avec les autres chefs de secteur du service, les directions régionales de l'ASP, ainsi qu'avec d'autres directions de l'ASP, les services du ministère de l'agriculture, et les régions autorités régionales du FEADER.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

→ Connaissance de l'environnement ASP, de son fonctionnement , de ses enjeux

→ Connaissance du fonctionnement de l'administration et des collectivités territoriales

→ Connaissance des réglementations, circulaires, notes, procédures relatives aux fonctions exercées

→ Connaissance des méthodologies et principes de la délégation et de son contrôle



SAVOIR-FAIRE

→ Mettre en œuvre une méthode

→ Rigueur dans l'exécution des tâches

→ Capacité d'analyse

→ Capacité de synthèse

→ Utiliser les outils informatiques de gestion

→ Qualité rédactionnelle

→ Sens des relations humaines et capacité d'écoute - Capacité à convaincre

→ Diplomatie

→ Travailler en réseau

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Contacts :

Laurent NICOLAS – Directeur interrégional – laurent.nicolas@asp-public.fr

Pierrette PETIT – Cheffe de service Agriculture Développement rural Pêche et Contrôles – pierrette.petit@asp-public.fr

Jean-Marc LIMIER – Chef de service des Affaires Générales – jean-marc.limier@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

CONTRÔLEUR POLYVALENT (H/F)

R46107

Localisation : Direction interrégionale Bretagne-Pays de la Loire Site de Nantes

Statut : Titulaire (Cat. B), ouvert aux contractuels (CDD)

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : BAC à BAC + 2

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Dans le cadre des réglementations et procédures européennes et nationales, le ou la titulaire du poste participe aux contrôles des exploitations agricoles ayant demandé des aides au titre de la politiqua agricole commune (PAC).

Le ou la titulaire est chargé(e) de la réalisation des contrôles sur l'ensemble des dispositifs du système de gestion intégré des contrôles (SIGC) sur le périmètre géographique du service.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Service et de Paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction interrégionale Bretagne - Pays de la Loire comprend environ 115 agents titulaires basée sur 2 sites Rennes et Nantes, assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).

Le poste est basé à Nantes et rattaché au service Contrôle des Aides Directes Agricoles (SCADA), composé d'une cheffe de service, de 2 adjoints, 6 chefs de secteurs, 14 contrôleurs titulaires et jusqu'à 30 CDD répartis sur les 2 sites. Des déplacements sont à prévoir ponctuellement entre les deux sites.

MISSIONS

- Le ou la titulaire du poste assure la réalisation des contrôles administratifs ou sur place dans les différents secteurs en fonction des besoins du service :
- Contrôler les animaux (bovins, ovins et caprins) en exploitation agricole ;
- Contrôler les surfaces (préparation graphique, contrôles terrain, visites instruction,…) ;
- Participer à l'expertise image et aux déplacements sur le terrain associés ;
- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôle dans les applications métier ;
- Participation au contrôle de délégation des dossiers instruits par les services déconcentrés du MASA
- Réaliser des tâches administratives telles que : préparation de dossiers, rédaction de notes, compte-rendu, saisie de résultats de contrôle, mise à jour de tableaux,…
- Permis B indispensable. Déplacements à prévoir sur toute la région Pays de la Loire et ponctuellement sur la région Bretagne

CHAMP RELATIONNEL

- **En interne** : Cheffe de service, adjoints, chefs de secteurs, contrôleurs et agents administratifs, autres agents de la direction interrégionale, agents des directions du siège (DSDA)
- **En externe** : Services déconcentrés de l'Etat, organisations professionnelles, exploitants agricoles, corps d'audit

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance du domaine agricole et des dispositifs d'aide de la politique agricole commune (PAC)
- Connaissance des pratiques agricoles et des systèmes de production
- Savoir se positionner et communiquer dans une situation de contrôle
- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques métier
- Permis B impératif



SAVOIR-FAIRE

- Rigueur, méthode et sens de l'organisation
- Autonomie et disponibilité
- Capacité d'apprentissage
- Sens du travail d'équipe
- Capacité d'analyse, de synthèse et d'adaptation
- Réactivité
- Aptitude relationnelles et sens de la communication
- Qualités d'écoute et de pédagogie



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Hugues LAPRIE, Directeur interrégional – courriel : hugues.laprie@asp-public.fr
- Mme Florence DUGAST, cheffe du Service Contrôle des Aides Directes Agricoles – Courriel : florence.dugast@asp-public.fr Tel : 02 40 69 36 10 – 06 74 35 91 47
- Mme Morgane LECOMMANDOUX, cheffe du Service des Affaires Générales – courriel : morgane.lecommandoux@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

NOUVELLE AQUITAINE

Contrôleur territorial pluri-filières

N° appel à candidature : 24713	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel :	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant au 01/04/2024	**Localisation :** Bordeaux (33) ou Bergerac (24) 33 rue Edmond Michelet 33000 Bordeaux ou Pole viticole ZA vallade sud 24100 Bergerac

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF. Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges. Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.
Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bergerac.

Objectifs du poste

Réaliser les différentes missions de contrôles, d'enquêtes, de prélèvements ou d'animation de commissions relevant de FranceAgriMer, en application des textes réglementaires communautaires et nationaux, sur la base de procédures et guides de contrôles et sous l'autorité hiérarchique des responsables de l'unité « Contrôles ».

Missions et activités principales :

- Réaliser les contrôles physiques et documentaires en exploitation et en entreprises dans le respect des guides de procédures ;
- Rédiger des rapports de contrôle adaptés aux différentes missions de l'établissement ;
- Réaliser des enquêtes statistiques, des prélèvements en exploitation ou en entreprises et rédiger les fiches d'enquête et des rapports de prélèvement ;
- Réaliser des agréments de produits ou de personnes en vertu des prérogatives de l'établissement ;
- Renseigner des tableaux de bord ou l'applicatif « suivi des contrôles » ;
- Informer ponctuellement les demandeurs ;
- Superviser selon les compétences acquises des rapports de contrôle.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des différentes filières agricoles ;
Equipe de l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer ;
Représentants d'autres administrations.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles ;
- Connaissances en économie des entreprises agricoles, en comptabilité générale et agricole ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale ;
- Maîtrise des outils bureautiques courants ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;
- Capacités relationnelle et pédagogique dans une situation de contrôle ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

	- Autonomie et adaptabilité ; - Sens de l'organisation, rigueur.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires
Diplôme mini bac ou bac+2 si contractuel

Contraintes du poste :

Déplacements liés aux contrôles sur place.

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Virginie GRZESIAK - Cheffe du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
virginie.grzesiak@franceagrimer.fr
Tél : 05 35 31 40 20

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

NOUVELLE AQUITAINE

Contrôleur territorial pluri-filières

N° appel à candidature : 24714	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel :	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 3 - Contrôle	
Poste vacant au 01/02/2022	**Localisation :** Poitiers (86) 15 rue Arthur Ranc – 86000 Poitiers

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF. Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges. Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.
Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bergerac.

Objectifs du poste

Réaliser les différentes missions de contrôles, d'enquêtes, de prélèvements ou d'animation de commissions relevant de FranceAgriMer, en application des textes réglementaires communautaires et nationaux, sur la base de procédures et guides de contrôles et sous l'autorité hiérarchique des responsables de l'unité « Contrôles ».

Missions et activités principales :

- Réaliser les contrôles physiques et documentaires en exploitation et en entreprises dans le respect des guides de procédures ;
- Rédiger des rapports de contrôle adaptés aux différentes missions de l'établissement ;
- Réaliser des enquêtes statistiques, des prélèvements en exploitation ou en entreprises et rédiger les fiches d'enquête et des rapports de prélèvement ;
- Réaliser des agréments de produits ou de personnes en vertu des prérogatives de l'établissement ;
- Renseigner des tableaux de bord ou l'applicatif « suivi des contrôles » ;
- Informer ponctuellement les demandeurs ;
- Superviser selon les compétences acquises des rapports de contrôle.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des différentes filières agricoles ;
Equipe de l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer ;
Représentants d'autres administrations.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles ;
- Connaissances en économie des entreprises agricoles, en comptabilité générale et agricole ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale ;
- Maîtrise des outils bureautiques courants ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;
- Capacités relationnelle et pédagogique dans une situation de contrôle ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

	- Autonomie et adaptabilité ; - Sens de l'organisation, rigueur.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires
Diplôme mini bac ou bac+ 2 si contractuel

Contraintes du poste :

Déplacements liés aux contrôles sur place.

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Virginie GRZESIAK - Cheffe du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
virginie.grzesiak@franceagrimer.fr
Tél : 05 35 31 40 20

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques inter filières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Assistante

Service régional FranceAgriMer

N° appel à candidature : 24715	**Catégorie :** C ou B
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP :** 1 si grade AAP 1 du corps des Adjoints administratifs, 2 sinon 3 si corps des Secrétaires Administratifs
Filière d'emploi : 17 - Assistantes/ Assistants et gestionnaires	
Poste vacant au 01/02/2024	**Localisation :** Lyon (69)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques.

Le service régional FranceAgriMer assure l'instruction, le contrôle et la liquidation d'aides nationales et communautaires et assume également des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, des grandes cultures et de l'élevage.
Il est organisé en quatre pôles : pôle gestion des aides, pôle contrôle, pôle règlementation, pôle grandes cultures.
Les agents affectés au sein de ces pôles sont situés à Lyon -pour les missions administratives, Lyon, Valence et Lempdes pour les contrôleurs.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Objectifs du poste

Assurer l'accueil physique et téléphonique ainsi que le secrétariat du service (site indépendant des locaux de la DRAAF)

Missions et activités principales

Secrétariat :

- Assurer l'accueil du public (physique et téléphonique),
- Ouverture et distribution du courrier,
- Mise sous pli et envoi de courriers en nombre,
- Affranchissement et descente du courrier au bureau de poste de l'immeuble,
- Gestion de l'envoi des colis,
- Suivi de la boite mail du service et transfert des messages aux intéressés,
- Suivi des fournitures, des consommables et réception des commandes,
- Assurer le lien logistique avec le secrétariat Général de la DRAAF,
- Suivi des archives papier du service en lien avec l'Unité Archives du siège de l'Établissement,
- Réalisation de missions ponctuelles à la demande du chef de service (suivi des missions…),
- Assurer la navette courrier entre la DRAAF et le Service FranceAgriMer,
- Participer à l'organisation des examens en lien avec le SG de la DRAAF.

Le cas échéant, participation ponctuelle à d'autres missions administratives au sein du service.

Relations fonctionnelles du poste :

- Contacts avec les agents des directions, services et unités de FranceAgriMer et de la DRAAF.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne expression écrite et orale
- Connaissance des missions du Service
- Connaissance des procédures administratives de base.

Savoir-faire / Maîtrise

- Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation
- Faire preuve d'autonomie et d'adaptabilité
- Travailler en équipe
- Maîtriser les outils bureautiques (Microsoft Office)
- Faire preuve de qualités relationnelles

Diplôme – Expérience professionnelle

Contraintes du poste :

Missions d'accueil non télétravaillables.

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☑
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☑

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Personnes à contacter

Frédéric FIEUX, chef du service FranceAgriMer Auvergne-Rhône-Alpes
frederic.fieux@franceagrimer.fr – Tél. : 04 72 84 99 11

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilité@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 18 février 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Agence comptable / Service Comptabilité / Unité Comptabilité générale

Gestionnaire comptabilité générale

N° appel à candidature : 24717	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière budgétaire et comptable	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.

Environ 70 agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

Au sein de l'Agence comptable, le service Comptabilité garantit la qualité des informations comptables enregistrées dans les comptes des quatre établissements.

Il participe, sur les sujets qui sont de sa responsabilité, à la préparation des dossiers et des projets de réponses aux différents corps de contrôle interne et externe aux établissements.

Il est composé de deux unités : Comptabilité générale et Révision comptable.

- L'unité Comptabilité générale compte un chef d'unité et trois collaborateurs.

Cette unité est chargée de la mise en œuvre des normes comptables en vigueur et des référentiels portant sur les processus comptables et financiers. Elle procède à l'enregistrement des dépenses d'interventions nationales et européennes en comptabilité générale et assure les ajustements des comptabilités auxiliaires avec la comptabilité générale. Elle met en œuvre les contrôles de premier niveau sur les opérations de comptabilité générale.

- L'unité Révision comptable est composée d'une cheffe d'unité et d'une collaboratrice.

Cette unité est chargée des travaux de révision comptable pour les trois établissements et le GIP qui composent le groupement comptable (FranceAgriMer, ODEADOM, INAO, Agence BIO). Elle rédige la revue des habilitations et les restitutions qui suivent les divers travaux de l'unité. Elle contrôle les écritures comptables, en particulier en fin de gestion et participe à l'élaboration des comptes financiers.

Objectifs du poste

Soutien aux deux unités du service selon les priorités définies par le chef de service et les chefs d'unité.

Missions et activités principales :

- Comptabilisation des dépenses d'intervention européennes et nationales ;
- Contrôle, enregistrement, application et suivi des cessions de créance et oppositions ;
- Contrôle et application des compensations ;
- Contrôle des crédits disponibles en compte de tiers ;
- Prise en charge des titres de recette de subventions et suivi des encaissements rattachés ;
- Contrôle et suivi des émargements ;
- Déclaration de TVA et autres ;
- Contrôle de qualité comptable ;
- Contrôle des écritures comptables, en particulier, en fin de gestion en vue de la préparation du compte financier de l'établissement ;
- Paramétrage des nomenclatures ;
- Une redéfinition des activités de révision comptable par portefeuille sera expérimentée (un agent pour un établissement).

Relations fonctionnelles du poste :

Relation avec les services gestionnaires des établissements et les services de l'agence comptable.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonnes connaissances en comptabilité générale
- Bonnes notions en finances publiques et comptabilité publique
- Connaissance des logiciels SIREPA WINM9 et ELAP ou volonté de se former à ces outils.

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur
- Des migrations de logiciels de FranceAgriMer et de l'ODEADOM vers PEP et de l'Agence BIO vers ELAP sont en cours.
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Gérard CAPDEPONT, chef du service Comptabilité /
gerard.capdepont@franceagrimer.fr / Tél : 01.73.30.22.03

Martine PINHEIRO, cheffe de l'unité Révision comptable
martine.pinheiro@franceagrimer.fr / Tel : 01.41.63.19.56

Abdel BOUDISSA, chef de l'unité Comptabilité générale
abdel.boudissa@franceagrimer.fr / Tél : 01.73.30.27.28

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/02/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- *Une lettre de motivation,*
- *Un curriculum-Vitae,*
- *Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.*

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels, pêche et promotion / Unité Pêche

N° appel à candidature : 24718	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ou des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7- Economie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2°du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir..

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le secrétariat d'Etat à la Mer, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il gère plusieurs dispositifs d'aides tant dans la sphère agricole que dans celle de la pêche et de l'aquaculture.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aide européennes et des dispositifs nationaux d'accompagnement. Une partie de ces aides et dispositifs relève du secteur de la pêche et de l'aquaculture et est gérée par une entité dédiée : l'unité « pêche ».

Cette unité est composée de façon pérenne de neuf personnes, son périmètre d'intervention s'accroit et elle utilise si nécessaire du personnel temporaire. L'unité pêche intervient en particulier sur une vingtaine de mesures européennes relevant du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA), dans le domaine de la pêche maritime et de l'aquaculture. Elle y instruit les demandes d'aide et de paiement déposées par les bénéficiaires d'aide. L'unité gère également d'autres dispositifs d'accompagnement de la filière pêche et aquaculture à partir de fonds nationaux (écolabel pêche durable, fonds de cautionnement pour les achats de la pêche, aides spécifiques nationales notamment plan de relance et plan cétacés, …).

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge de l'instruction des dossiers de demande d'aide et de paiement notamment sur le dispositif FEAMPA. Il organise et supervise le travail de son équipe.
Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe d'au moins deux 2 agents, en particulier pour l'instruction et la liquidation des dossiers aquacoles (investissements, communication métier, planification et surveillance sanitaire) du FEAMPA
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur les mesures aquacoles du FEAMPA
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent en particulier sur les mesures FEAMPA aquacoles et les aides à l'investissement de l'Unité Pêche
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégué filière pêche, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, organisations professionnelles aquacoles, professionnels de l'aquaculture,

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique commune des pêche seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée	• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures • Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels, pêche et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Maïwen FURET, cheffe de l'unité pêche
☎ : 01 73 30 23 97 ✉ : maiwen.furet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 12 février 2024

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Administrateur Systèmes et Sauvegardes

Secrétariat Général / Service Systèmes d'Information / Unité Infrastructures et Production

N° appel à candidature : 24716	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application des articles L332-2 et L 332-5

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Au sein de l'établissement, le service Systèmes d'information, rattaché au Secrétariat général est chargé de l'ensemble des travaux de maitrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et trois unités études et développements.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

L'unité Infrastructure et Production déploie, administre et sécurise les infrastructures informatiques. Elle assure la production des traitements informatisés et est garante de la disponibilité des ressources informatiques.

Dans ce but, l'unité dispose d'une infrastructure de sauvegarde, d'ordonnanceurs, ainsi que d'environ 500 serveurs dans nos locaux de Montreuil et sur notre site PRA.

Les principaux outils de l'infrastructure sauvegarde sont :
- Veeam pour la virtualisation
- TINA (Time Navigator) pour les bases de données
- VTom pour l'ordonnancement

Nous recherchons une personne à même d'administrer cette infrastructure et de participer aux différentes activités d'exploitation de l'unité.
Ce poste est rattaché à l'unité Infrastructures et Production.

Objectifs du poste

Contribuer au bon fonctionnement des systèmes d'information en assurant au sein du pôle production de l'unité :
- Le pilotage, l'administration, le reporting et la supervision des systèmes de sauvegarde ;
- l'administration et la supervision du système d'ordonnancement ;
- l'administration de serveurs/systèmes en exploitation sous sa responsabilité.

Le poste demande une forte autonomie et une responsabilité sur son volet sauvegarde.

Missions et activités principales :

En s'appuyant sur les prescriptions techniques du responsable du pôle production, responsable hiérarchique direct, les missions sont :
- de participer à l'élaboration et la tenue à jour du plan de sauvegarde ;
- d'assurer l'administration et la supervision des systèmes de sauvegarde ;
- d'assurer l'administration et la supervision du système d'ordonnancement ;
- d'assurer l'administration de systèmes d'exploitation (Linux/Windows) ;
- d'apporter une expertise technique et de réaliser de la veille sur le périmètre concerné ;
- de veiller au maintien de la conformité des procédures sous sa responsabilité à la norme de sécurité ISO/CEI 27001.

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de l'unité, le responsable du pôle production, les administrateurs systèmes et réseaux du pôle et de l'unité.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation
- Bonne connaissance des outils de supervision d'exploitation et de sauvegardes
- Capacité d'analyse, rigueur, esprit d'équipe.
- Etre force de proposition.

Savoir-faire / Maîtrise

- Administration de solutions de sauvegardes (VEEAM)
- Administration d'outils d'ordonnancement
- Administration OS Linux Debian/Windows

Une maitrise pratique de VEEAM est souhaitée.
La connaissance de Time Navigator (TINA) et de VTom est un plus.

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 en informatique.
Expérience avérée en administration de systèmes de sauvegarde informatique.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef de service Systèmes d'information
Tél. : 01 73 30 26 85 - sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Blaise COLLIN, Chef de l'unité Infrastructures et Production
Tél. : 01 73 30 23 14 - b-f.collin@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
Tél. : 01 73 30 22 35 - mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/02/2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil

Service de l'administration générale
Bureau des ressources humaines
Chargé(e) de mission ressources humaines

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :
Catégorie : A - Emploi ouvert aux titulaires (fonctionnaire ou statut unifié) ou aux contractuels</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant à compter du 20 février 2024
Date limite de candidature : 16 février 2024</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).

Au sein du Service de l'administration générale de l'INAO, le Bureau des ressources humaines (BRH) met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'institut. Il assure la gestion de proximité des agents de l'établissement, la gestion de la paie, l'animation et la coordination de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences. Il assure également l'animation du dialogue social, la mise en œuvre de la politique en matière d'hygiène et de sécurité et prépare et diffuse le rapport social unique.
Le bureau RH est composé de 5 agents dont le responsable, une chargée de mission RH de deux gestionnaires RH et deux gestionnaires Paie.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent doit s'impliquer dans les domaines administratif et juridique RH et particulièrement les volets statutaire, carrière, paie et masse salariale de l'institut.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Sous l'autorité du responsable de bureau, la mission de l'agent consiste à :

- du suivi des effectifs en ETP/ETPT et de la masse salariale,
- gérer les audits annuels en matière de politique RH, alimenter les tableaux de bord, faire des extractions dans les systèmes d'information administratif ou paie ;
- réaliser les travaux relatifs à la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières ;
- gérer la campagne de télétravail au sein de l'établissement ;
- participer à la rédaction et à la diffusion de notes d'information à destination des agents ;
- élaborer le rapport social unique après avoir recueilli l'ensemble des informations nécessaires ;
- participer à la préparation, en collaboration avec le responsable de bureau, des instances de concertation dans le cadre du dialogue social et la mise en œuvre des décisions ;
- assurer le suivi de la médecine de prévention ;</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- assurer le contrôle du SFT ;
- gérer la déclaration annuelle auprès du FIPHFP et les demandes d'aide à l'aménagement des postes ;
- contribuer à l'écriture et au déploiement des procédures et processus RH.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble des agents des services nationaux et territoriaux de l'INAO, service des ressources humaines du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et de FranceAgriMer, représentants du personnel</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Statut général de la fonction publique et des règles de gestion des différents corps
- Principes généraux du droit du contentieux en matière de ressources humaines
- Textes relatifs aux régimes indemnitaires
- Environnement et évolutions concernant les ressources humaines
- Cadre réglementaire de l'action sociale et des dispositifs et prestations sociale

Une connaissance du logiciel GAPAIE serait souhaitée</td><td>- Rigueur,
- Travail en équipe
- Capacité à anticiper une situation et son évolution
- Autonomie et disponibilité
- Capacité à rendre compte
- capacité à gérer une situation et respecter un délai
- Appliquer une règle telle une législation ou une règlementation
Savoir-être
- Sens des relations humaines
- Sens de l'analyse
- Esprit de synthèse
- Être à l'écoute
- Être Autonome
- Esprit d'initiative
- Faire preuve de discrétion et respect de la confidentialité</td></tr>
<tr><td>Conditions d'exercices</td><td colspan="2">Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée.

L'agent bénéficie de congés annuels + d'ARTT + d'un régime d'horaires variables. L'agent a accès aux offres du comité d'action sociale HORIZON. Le siège de l'INAO est localisé à proximité de la station de métro Saint-Mandé (ligne 1) et de la gare routière de Vincennes (RER A).
Le poste est ouvert au dispositif de télétravail fixe ou flottant sous condition d'éligibilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil

Responsable du pôle "Agriculture Biologique "

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
poste catégorie A(*) : A</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant à compter du 01er mars 2024

Date limite de candidature : 09 février 2024</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire qui met en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">L'agriculture et l'aquaculture biologique lient la qualité à un mode de production respectueux de l'environnement et du bien-être animal. Dans le cadre du plan gouvernemental « Ambition Bio » visant au développement de l'agriculture biologique et fort de son expertise technique et juridique, l'INAO est chargé de l'application des dispositions législatives et règlementaires sur le Bio, sur la base des réglementations européennes et nationales. Il contribue également à leurs évolutions, celles-ci étant discutées dans le cadre du comité national de l'agriculture biologique et des commissions qui y sont rattachées, en lien avec les familles professionnelles représentatives du secteur, les administrations et les opérateurs concernés, en particulier l'Agence Bio. Il s'agit également de l'autorité compétente pour les contrôles des produits AB avant la mise sur marché. L'INAO assure en outre la protection de la marque française associée.

Le / la responsable du pôle « agriculture biologique » est chargé de la mise en œuvre de ces missions, sous l'autorité de la Directrice. Il / Elle supervise une équipe de 3 chargés de mission et anime le réseau des référents « agriculture biologique » de l'INAO, situés en délégations territoriales.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer</td><td colspan="2">Sous la responsabilité de la Direction de l'INAO et avec son équipe :

Le / la responsable du pôle « agriculture biologique » assure la préparation, le suivi et l'organisation du Comité national de l'agriculture biologique et des commissions associées, en lien étroit avec les administrations concernées.

Il / Elle participe à l'élaboration de la règlementation nationale, en lien avec les ministères concernés, et assure le lien avec les opérateurs. Il / Elle contribue également aux discussions sur les évolutions de la règlementation européenne et son interprétation.

Il / Elle collabore étroitement avec les autres services de l'INAO (service contrôle, service juridique, pôles métiers par signe), en leur apportant en tant que de besoin, son expertise technique.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations : services nationaux et territoriaux de l'INAO, MASA, FranceAgriMer, DGCCRF, Agence Bio, MTECT, organisations professionnelles des SIQO, organismes de contrôle de l'AB, INRAE, instituts techniques, interprofessions dont le SEMAE.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Bonnes connaissances du secteur agricole et de la production en agriculture biologique.</td><td>Management, sens du contact ;
Polyvalence, adaptabilité, rigueur ;</td></tr>
</table>

	La connaissance de l'organisation des certifications et des contrôles serait un plus. La connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel de l'ensemble des signes d'identification de la qualité et de l'origine, des systèmes qualité serait un plus. Bonne maîtrise de l'anglais.	Aptitude à la concertation et aux relations avec interlocuteurs institutionnels et professionnels ; Capacité d'analyse et de synthèse ; Expression écrite et orale Sens politique
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressés à la Directrice de l'INAO Madame Carole Ly et à la Secrétaire générale de l'INAO Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : mc.legal@inao.gouv.fr; p.caristan@inao.gouv.fr **Informations sur le poste** : Madame Carole Ly – courriel : mc.legal@inao.gouv.fr	

MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Intitulé du poste : *Adjointe à la cheffe du bureau de l'économie des pêches*

N° RenoiRH : E000022574

Catégorie	*Catégorie A (cadre)*
Famille d'emploi	*Agriculture*
Emploi	*A*
Correspondance RMFP	
Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme	*Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture/service pêches maritimes et aquaculture durables/ sous-direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches/bureau de l'économie des pêches*
Localisation	*1 place Carpeaux, 92800 PUTEAUX*
Niveau min d'expérience requis (Facultatif)	*Confirmé*

Qui sommes-nous ?

La direction générale des affaires maritimes, de la pêche maritime et de l'aquaculture est un service d'administration centrale placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat chargé de la mer. Elle est chargée de la conception des politiques publiques relatives à la pêche, à l'aquaculture, à la réglementation et au contrôle des activités maritimes, à la formation des marins et au droit du travail maritime, à la gestion de la flotte de commerce et de l'activité de plaisance. Elle pilote l'action de l'Etat en matière de sécurité maritime, de sauvetage en mer et de planification des activités maritimes. Elle concourt également, dans tous les aspects du domaine maritime, à l'action internationale de la France.

La DGAMPA compte 320 agents, dont le tiers est réparti dans six implantations dans les territoires de France métropolitaine. Elle est structurée autour de trois services, une sous-direction de la

transformation numérique et deux missions support, dont la mission vie des services et ressources humaines.

Vos missions

En lien avec la cheffe de bureau, vous participerez à l'animation de l'équipe en organisant et priorisant les travaux, en fonction des actualités et urgences à traiter dans le respect des échéances. Vous serez chargé de la suppléer, en son absence.

Vous coordonnerez et animerez avec la cheffe le pilotage des dossiers liés à l'identification des enjeux socio-économiques de la filière des pêches, de l'amont à l'aval et à la mise en œuvre de solutions d'accompagnement pour favoriser sa résilience et sa durabilité. Vous accompagnerez les chargés de mission sur les dossiers les plus stratégiques (questions énergétiques, innovation, renouvellement de la flotte ultramarine, structuration de la filière, valorisation des produits de la mer).

Vous participerez aux groupes de travail interministériels et ceux organisés par la Commission européenne ainsi qu'aux processus de décisions. Vous représenterez le service au titre des dossiers du bureau.

Liaison hiérarchique

Vous serez placé(e) sous l'autorité de la cheffe du bureau de l'économie des pêches, au sein de la sous-direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches.

Vous intégrerez une équipe de 8 agents et exercerez vos missions en liaison étroite avec les autres bureaux de votre sous-direction de rattachement et de la sous-direction des ressources halieutiques ainsi que les autres directions du ministère chargé de la transition écologique et ceux du ministère chargé de l'agriculture.

Vous entretiendrez également des rapports professionnels réguliers avec les services déconcentrés de l'administration de la mer, en métropole et outre-mer, notamment les directions interrégionales de la mer, avec FranceAgrimer. Vous serez également en contact fréquent avec les organisations professionnelles de pêche maritime.

Le poste implique des échanges fréquents avec la direction et le cabinet du Ministre.

Spécificités

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :
AE : 2
IPEF : 2.2
AAE : 2.2
ITPE : 2.2

Télétravail possible jusqu'à deux jours par semaine, à définir avec la cheffe de bureau.

Profil recherché

<u>Savoirs</u>

- organisation générale de l'administration de l'Etat, services centraux et déconcentrés
- culture économique
- maîtrise des fondamentaux du droit public et du droit européen

Savoir-faire

- Qualités rédactionnelles confirmées
- Aptitudes à la négociation
- Aptitudes au management
- Maîtrise des outils bureautiques usuels

Savoir-être

- Sens relationnel
- Adaptabilité
- Autonomie
- Réactivité

Contacts

Padma CHINTA, cheffe du bureau de l'économie des pêches : padma.chinta@mer.gouv.fr ; 01 40 81 67 67

Amina MAZOUZI, adjointe à la cheffe du bureau : amina.mazouzi@mer.gouv.fr ; 01 40 81 76 06

RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Fondement juridique du recrutement

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès de l'agence Erasmus + France / Education Formation

Chargé(e) de mission – Enseignement et Formation Professionnels

N° du poste : A5INT00101 **Catégorie : A / A+**	
Classement parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP :**
Poste vacant : 1er décembre 2023	
Présentation de l'environnement professionnel	**L'agence Erasmus + France / Education Formation assure, pour la France, la promotion et la gestion du programme européen Erasmus + et de ses dispositifs sur les volets Education et Formation.** **Située à Bordeaux depuis 2003, elle est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.**
Objectifs du poste	**Au sein du pôle « mobilités scolaire, formation professionnelle et éducation des adultes », le (la) chargé(e) de mission agira auprès des établissements d'enseignement pour les conseiller dans la gestion de leur subvention Erasmus+.** **Son action s'inscrira en particulier dans le champ de l'enseignement agricole, en lien avec la DGER et ses réseaux de coopération européenne et internationale.**
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- **Organiser et mettre en œuvre les appels à propositions annuels du programme.** - **Suivre un portefeuille en assurant la gestion (éligibilité, capacité financière, contractualisation, avenants, processus budgétaires, etc.).** - **Accompagner les porteurs de projet par l'information, le conseil (technique et qualitatif), la formation, la résolution de problèmes dans le montage opérationnel et le suivi des projets lors des différentes phases du processus.** - **Concevoir et déployer le monitoring des projets accrédités.** - **Coordonner un bilan annuel de la participation des établissements de l'enseignement agricole au programme Erasmus + et faciliter la production d'indicateurs de mobilisation du programme Erasmus+ par l'enseignement agricole au fil de l'eau** - **Participer à la veille de l'Agence relative aux évolutions des politiques d'éducation et de formation pour connaître les acteurs et le contexte institutionnel d'intervention, et assurer le relais nécessaire vers l'enseignement agricole** - **Accompagner les établissements de l'enseignement agricole dans la digitalisation du programme Erasmus +**

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) chargé(e) de mission sera l’un des deux référent(e)s de l’Agence pour le MASA. Il (elle) sera en contact très régulier avec la DGER / BRECI et ses réseaux dédiés, et travaillera de manière étroite avec les acteurs des secteurs EFP, enseignement scolaire et éducation des adultes dans l’enseignement agricole (établissements publics et privés, services déconcentrés). Si nécessaire, il (elle) assurera le relais entre établissements de l’enseignement agricole et gestionnaires de l’Agence, pour une mise en œuvre réussie des projets.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance générale des acteurs et du contexte institutionnel
- Capacité à s’approprier la stratégie de la structure d’accueil pour la valoriser vers les interlocuteurs MASA
- Aisance relationnelle, sens collaboratif, réactivité
- Langue anglaise</td><td>- Identifier des opportunités pour développer une vision stratégique
- Construire des réseaux pour agir
- Synthétiser des informations
- Concevoir et animer des réunions en y dispensant des conseils techniques
- Conduire et piloter un projet</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Philippe RENARD, Chef du BRECI / DGER
philippe.renard@agriculture.gouv.fr
Gerardo RUIZ, Adjoint au chef du BRECI
gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr
Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international / DGPE
sebastien.rihani @agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : MMN-P- 2024 – 04-RM 04

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Assistant(e) admnistratif(ve) confirmé(e) à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral à temps complet à Wimereux

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie B, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

La délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral est localisée à Wimereux (62). Elle est constituée d'une équipe de 10 personnes et organisée autour de trois thématiques : mission foncière, mission de propriétaire et administration générale.
La délégation compte près de 40 sites naturels, pour environ 8500 ha acquis ; la gestion de ces espaces est confiée à 9 gestionnaires et 90 gardes du littoral (dont une quarantaine est assermentée).

Description du poste et des missions

L'assistant administratif confirmé assure et coordonne l'assistance administrative de la délégation et travaille en lien avec l'ensemble des agents de la délégation et les services concernés du siège.

Il a pour missions principales :

- **En matière de subventions :** appui à la constitution et au suivi des demandes de subventions jusqu'à la signature des conventions financières puis leur enregistrement en interne, exécution des conventions financières (fourniture des pièces pour les demandes versements, veille sur les délais d'exécution, établissement des états récapitulatifs de dépenses, envoi des attestations requises (commencement de travaux, …), demandes de titres de recette, …), contribution au suivi de l'exécution du budget de la délégation (actualisation des recettes et des encaissements).

- **En matière d'exécution budgétaire :** appui aux procédures de marchés publics et la supervision du suivi des factures et des paiements (enregistrement), intervention pour les engagements juridiques (transmission, suivi…), encaissement de redevances en lien avec les services centraux.

- **En matière de gestion administrative :**
  - Coordonne les agendas des réunions de la Délégation et en rédige autant que de besoin, les comptes rendus ;
  - Coordonne l'organisation du Conseil de Rivages :
  - Assure le suivi des invitations et de la logistique (réservations, traiteur, installation de salle…)
  - Consolide l'ordre du jour, sécurise le caractère complet des dossiers de séance y compris sur le plan administratif (délibérations, avis requis…) et leur envoi
  - Prépare les documents de séance : diaporamas, fil conducteur
  - Propose le compte-rendu puis assure sa diffusion
  - Coordonne l'organisation des autres événements de la délégation : comités de gestion, rencontres annuelles des gardes,
  - Participe et coordonne la communication des différents évènements organisés par la Délégation : Conseil de rivages, rencontres des gardes, chantiers…,
  - Gère et suit les assurances : adaptation en fonction de l'évolution du foncier, déclarations en cas de sinistres notamment en cas d'intempérie (gestion de la fiche d'information sinistre, lien avec les services centraux, contact avec les différents intervenants).

- **En matière de foncier :** l'appui à la prospection foncière (recensement, envois postaux, gestion des réponses), et autre tâches d'assistance administrative potentielles.

L'assistant administratif assure par ailleurs la continuité de service du secrétariat de la délégation

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Sous l'autorité du délégué de rivages, l'agent est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des membres de la délégation ainsi qu'avec les services centraux du Conservatoire du littoral.

Profil et compétences requises

- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Rigueur et qualités rédactionnelles (orthographe et syntaxe) requises ;
- Maîtrise de la gestion administrative et comptable, de préférence en matière de gestion publique ;
- Maîtrise de l'environnement bureautique (Excel, Word, Outlook, Powerpoint) ;
- Autonomie et goût pour la réalisation de tâches diversifiées ;
- Connaissance du monde de l'environnement appréciée ;
- Non requis : Compétence en matières cartographiques serait un plus. La compétence peut être acquise en poste.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie B, accessible :

- aux fonctionnaires en position normale d'activité ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du 1er avril 2024. Il est localisé à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral à Wimereux (Nord Pas de Calais).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnées de la copie des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 24 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Arnault Graves, délégué de rivages Manche Mer du Nord
Courriel : a.graves@conservatoire-du-littoral.fr

Gwenaëlle MELENEC, déléguée adjointe
Courriel : g.melenec@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : CA-P- 2024 – 05-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission territorial.e à la délégation Centre Atlantique du Conservatoire du littoral à temps complet à Nantes

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

La délégation Centre-Atlantique du Conservatoire est composée de 10 agents et intervient sur les départements de la Charente-Maritime, de la Vendée et de la Loire-Atlantique. Sur le territoire de la délégation, le Conservatoire est propriétaire de plus de16 000 ha, répartis sur 75 sites.

Pour valoriser et entretenir ce vaste territoire littoral caractérisé par sa remarquable étendue de zones basses et de zones humides, la délégation est en relation permanente avec les gestionnaires et partenaires des sites (collectivités territoriales, établissements publics ou associations), les acteurs du territoire et les usagers, dont de nombreux socioprofessionnels (activités primaires, activités cynégétiques, pêche…) ; elle anime régulièrement des comités de gestion et participe à de nombreuses réunions et rencontres en lien avec les métiers du Conservatoire du littoral. Dans le cadre de sa stratégie d'intervention 2015-2050, et l'actualisation de celle-ci, le Conservatoire souhaite se donner les moyens d'accroître cette moyenne.

Description du poste et des missions

En matière d'aménagement et de gestion de sites :

Le chargé de mission est en charge de l'exercice de la mission de propriétaire des espaces protégés du Conservatoire du littoral sur les sites situés dans le département de la Loire-Atlantique, et tout particulièrement de l'estuaire de la Loire et de la partie nord du département de Loire-Atlantique (nord Loire / Presqu'Ile guérandaise). Ces 2900 ha protégés par le Conservatoire sont principalement gérés par le Département de Loire-Atlantique et Cap Atlantique.

Le chargé de mission peut être amené à venir en appui sur tout autre site ou dossier relatif à la protection du littoral de la délégation à la demande du délégué.

En lien avec les orientations nationales de l'établissement, sur les sites dont il (elle) a la responsabilité, il (elle) assure ainsi les missions suivantes :

- Conception et suivi des projets d'aménagement, de protection et de valorisation des sites **:** définition des travaux et des études à réaliser, choix des maîtres d'œuvre, mise en place et suivi des marchés, suivi des travaux, recherche de cofinancements ;

- Gestion des sites : élaboration et mise en place des plans de gestion (rédaction des cahiers des charges, suivi des bureaux d'études), négociation et suivi des conventions et relations avec les gestionnaires et partenaires de la gestion des sites, établissement et suivi des conventions avec les usagers (agriculteurs, associations cynégétiques, etc.), organisation et animation des comités de suivi ;

- Sur le site de l'estuaire de la Loire », le(la) Chargé(e) de mission travaillera en lien et en collaboration étroite avec la chargée de mission en charge du projet Adapto « Estuaire de la Loire ».

En transversalité pour la délégation :

Le(la) chargé(e) de mission sera le référent « thématique agricole » de la délégation. A ce titre, il(elle) participe aux groupes nationaux, apporte un appui aux chargés de mission en matière de gestion agricole et est force de proposition auprès du délégué sur ce sujet pour la mise en œuvre d'actions sur le territoire de la délégation.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le chargé de mission est placé sous l'autorité du délégué de rivages et du délégué adjoint.

Il fait partie de l'équipe de la délégation Centre-Atlantique du Conservatoire du littoral située à Rochefort (17). Il est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et les services nationaux du Conservatoire du littoral.

Profil et compétences requises

- Compétences affirmées en matière d'aménagement et de gestion de sites naturels, et connaissance des acteurs ;
- Connaissance de la dynamique des écosystèmes littoraux, des marais littoraux et des zones humides ;
- Capacité d'initiatives et autonomie ;
- Capacités relationnelles affirmées ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau ;
- Disponibilité (nombreux déplacements sur les sites, parfois en soirée, ainsi qu'à Rochefort).

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du 1er avril 2024. Il est localisé Il est localisé à **Nantes (Loire-Atlantique) dans les bureaux du Conseil départemental de Loire-Atlantique.**

Des déplacements réguliers sont à prévoir au siège de la délégation de rivages à Rochefort, et de manière encore plus soutenue durant la première année de prise de poste.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 24 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Renseignements sur le poste :
Patrice BELZ, délégué de rivages 05 46 84 72 00
Courriel : p.belz@conservatoire-du-littoral.fr

Jérôme GUEVEL, délégué-adjoint de rivages 05 46 84 72 00
Courriel : j.guevel@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : DEI-P- 2024 – 02-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission à la délégation Europe International du Conservatoire du littoral à temps complet à Aix en Provence

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

Description du poste

Au sein de la Délégation Europe et International, conformément plan stratégique pour l'action européenne et internationale du Conservatoire du littoral et sous l'autorité du Délégué, le.la chargé.e de mission sera en charge de :

- Contribuer au montage, à la mise en œuvre et au suivi des projets de coopération portés par la DE&I *(répartition à définir chaque semestre entre les membres de l'équipe)* :
  En développant ou entretenant les relations avec les partenaires-pays pour la bonne exécution des actions de coopération (à distance ou lors de missions institutionnelles/techniques dédiées) ;
  - En coordonnant l'organisation de missions d'expertise et la mobilisation des experts et partenaires sur les sites pilotes des différents projets (Méditerranée, Macaronésie, pays circum-africains, périphérie outre-mer français…) ;

- En organisation des actions de renforcement de capacités (présentielles ou virtuelles) et d'évènements et rencontres (ateliers, séminaires, conférences, accueil de délégations…) selon les besoins pré-identifiés avec les partenaires (MOOC, webinaire d'échanges d'expériences, …)
- En se chargeant de l'animation et du développement de démarches spécifiques et de projets au long (ICO Solutions, Agences littoral…) ;
- En participant aux réflexions liées au montage des démarches territoriales sur les sites pilotes et par le développement de partenariats et la recherche de financements permettant leur mise en œuvre ;
- En participant à l'élaboration de la programmation et à la validation de la pertinence des actions menées ;
- En réalisant les compte-rendu de mission ou en coordonnant l'élaboration des rapports d'expertise ;
- En informant les partenaires et bailleurs de l'état d'avancement des projets notamment dans le cadre des comités de pilotage ;
- En assurant une bonne communication sur les actions qu'il coordonne et une valorisation des produits et résultats, en interne et en externe ;
- En coordonnant le suivi technique, administratif et financier des dossiers liés aux activités dont il.elle a la charge ainsi que des dossiers de marchés publics liés à la mise en œuvre d'expertises extérieures (rédaction de cahier des charges, procédures d'engagements, suivi des facturations…)

- Coordonner et/ou participer à la rédaction des reporting technique et financier pour les projets dans lesquels il.elle est impliqué.e (FFEM, Agence de l'Eau, UE…) ;

- Contribuer au montage et du développement de nouveaux partenariats/projets de coopération européenne et internationale en participant à la recherche d'opportunités de nouveaux projets et de nouvelles sources de financements (veille) et en participant à la rédaction de demandes de soutien financier (appels à projets, subventions… ;

- De contribuer à la bonne communication, la représentation et à la valorisation des actions et produits de la DE&I et du Conservatoire du littoral auprès des partenaires locaux, nationaux et internationaux.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

En interne, il exécute sa mission sous l'autorité du délégué et est en relation fonctionnelle avec les agents de la délégation et avec les services nationaux de l'établissement.

En externe, il exécute sa mission en contact régulier avec les partenaires et locaux, nationaux et internationaux de la Délégation Europe et International du Conservatoire du littoral (institutionnels, techniques et financiers).

La répartition des zones géographiques / thématiques stratégiques à suivre au sein de la Délégation Europe et International entre les chargé.e.s de mission sera actualisée en fonction des évolutions stratégiques, et de l'avancement des projets et partenariats. Pour ce poste, il est prévu dans un premier temps une implication forte dans les projets concernant les régions méditerranéo-macaronésienne et les zones périphériques de l'Outre-mer caribéen. La coordination et appui technique des projets ayant trait eux enjeux de gouvernance territoriale seront aussi prioritairement affectés au chargé.e de mission, qui sera également en charge de la coordination des activités de renforcement de capacités et de valorisation/capitalisation des démarches portées par la DE&I et ses partenaires.

Profil et compétences requises

- Formation Bac+5 Grandes Ecoles ou Université – Spécialité Environnement / Développement Durable / Gestion de projet international - permettant d'intégrer des dimensions juridiques, budgétaires, financières, stratégiques, environnementales, des spécificités des collectivités publiques et Organisation de la Société Civile (OSC) dans des contextes opérationnels ;
- Expérience en terme recherche de financements, de montage, gestion et suivi de projets auprès de bailleurs européens et/ou internationaux ;
- Expérience en organisation d'évènements (virtuels et présentiels);
- Expérience en organisation de sessions de renforcement de capacité et formation (virtuels et présentiels);
- Maîtrise écrite et orale de l'anglais indispensable ; autre langue (espagnol, portugais) fortement appréciée ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Powerpoint, Internet, indesign …) indispensable.

Connaissances
- Connaissance des enjeux d'aménagement et de préservation des territoires littoraux, insulaires et marins ;
- Compréhension et connaissance des enjeux de partenariats / coopération / diplomatie (notamment en région européenne, méditerranéenne et africaine) ;

Savoir-être
- Esprit d'initiative, créativité, force de proposition ;
- Travail en autonomie et en équipe ;

- Rigueur, réactivité et polyvalence ;
- Bonne gestion du temps ;
- Bonne capacité rédactionnelle, de synthèse et d'analyse

L'agent est amené à se déplacer fréquemment dans le cadre de sa mission en France et à l'étranger (permis B indispensable). Grande disponibilité indispensable.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à partir du 1er mars 2024**. Il est localisé à la délégation Europe International du Conservatoire du littoral à Aix en Provence.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 14 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements entretiens

Les candidats sélectionnés seront auditionnés le **lundi 19 février 2024** au Conservatoire du Littoral - Délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur et Délégation Europe & International 3 Rue Marcel Arnaud, 13100 Aix-en-Provence.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à cette adresse)

Fabrice BERNARD, délégué Europe & International
Tel : 04 42 91 64 10
Courriel : international@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : CRS-P- 2024 – 06-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission foncier à la délégation Corse du Conservatoire du littoral à temps complet à Bastia

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

En Corse, le Conservatoire a acquis plus de 21 000 ha, répartis en 71 sites sur plus de 50 communes, qui représentent près du tiers du linéaire côtier de l'île. Les sites acquis sont définitivement protégés et le Conservatoire du littoral met en œuvre les actions de restauration et d'aménagement nécessaires à leur valorisation écologique et paysagère, ainsi que leur ouverture au public. La gestion des sites est assurée par la Collectivité de Corse, dans le cadre d'une convention générale de gestion en date du 2 octobre 2018, complétée ponctuellement par quelques délégations de gestion.

La délégation Corse du Conservatoire du littoral est située à Bastia (2B) avec 1 antenne à Ajaccio (2A). Elle est constituée d'une équipe de 12 agents.

Contexte :

Le Conseil d'Administration du Conservatoire a approuvé en juillet 2015 la stratégie d'intervention (2015-2050) de l'établissement. Celle-ci a permis de repréciser les périmètres d'intervention foncière du Conservatoire et d'identifier des zones d'intervention au regard de divers enjeux prédominants sur l'ensemble des espaces littoraux.

Dans ces zones d'intervention, certains secteurs nécessitent que soient réalisés d'une part une analyse foncière et d'autre part un travail d'animation pour permettre d'accélérer la maîtrise foncière. D'autres secteurs méritent également d'être étudiés pour mieux anticiper et apprécier les éventuelles transactions, en lien avec les acteurs publics et les partenaires du foncier. Les acquisitions foncières sont effectuées à l'amiable, par préemption ou dans certains cas par voie d'expropriation.

Dans ce contexte, il apparait nécessaire de renforcer la mission foncière de la délégation Corse.

Description du poste :

Au sein de la délégation Corse, le(la) chargé(e) de mission participe à la mise en œuvre de la stratégie foncière de la délégation. Sous l'autorité fonctionnelle de la responsable de la mission foncière, il/elle suit les procédures de prospections, négociations, acquisitions ainsi que les procédures juridiques qui s'y rattachent en lien étroit avec le service foncier et juridique du Conservatoire.

Description des missions :

Le(la) chargé(e) de mission assurera les missions suivantes :

En matière d'intervention foncière :
- Analyse foncière : analyse générale du foncier dans les zones d'intervention actuelles ou futures du Conservatoire ; production de cartographies et renseignement de bases de données ;
- Constitution des dossiers fonciers pour les conseils d'administration et les conseils de rivages ;
- Prospection et animation foncière : recensement et identification des propriétaires et réalisation d'envois postaux dans le but de réaliser des projets d'acquisition foncière ciblés ; suivi des échanges avec les propriétaires ; gestion des réponses aux offres ; établissement de tableaux de bord et de suivis ;
- Montage des dossiers d'acquisition : recherches cadastrales, demandes d'évaluation, interface téléphonique et électronique avec les notaires, montage des dossiers d'engagement, suivi des dossiers jusqu'au paiement des actes, participation à l'archivage des dossiers, mise à jour de la base de donnée foncière interne au Conservatoire SICLAD (ECLAD) ;
- Traitement des déclarations d'intention d'aliéner (DIA) en lien avec les services de la Collectivité de Corse : traitement des renonciations, des préemptions, motivation, suivi des délais d'instruction et gestion des dossiers ;
- Mise en œuvre de dossiers d'expropriation : montage des dossiers de DUP et d'enquêtes parcellaires, suivi administratif des procédures de saisine des services de l'Etat et des tribunaux, rédaction de mémoires de fixation de prix, représentation du Conservatoire du littoral lors des transports sur les lieux, suivi des dossiers jusqu'à l'entrée en jouissance des lieux (consignation, paiement, etc.) ;
- Suivi des procédures d'affectation de biens immobiliers de l'Etat et du domaine public, terrestre et maritime ;
- Tenue et mise à jour des tableaux de bord fonciers de la délégation.

En matière de géomatique :
- Production de cartes nécessaires à la mission foncière et pour les conseils de rivages et d'administration.
- Suivi de la mise à jour du volet foncier de la base de données nationale par la Direction de l'action foncière et des systèmes d'information ; classement des parcelles dans le domaine propre.

En matière de contentieux :
- Suivi des contentieux en lien avec les chargées de mission territoriaux, le service juridique, les avocats et les huissiers.
- Suivi des missions confiées aux huissiers, de l'engagement à la facturation.
- Montage des dossiers de bornage (consultation de géomètres, dossier d'engagement financier, vérification de documents d'arpentage).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :

Le (la) chargé(e) de mission est placé(e) sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages et sous l'autorité fonctionnelle de la responsable de la mission foncière.

En interne, il (elle) est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des agents de la délégation et des services nationaux du Conservatoire du littoral, en particulier les services de la Direction de l'action foncière et des systèmes d'information.

En externe, il (elle) exécute sa mission en contact avec les cédants, les notaires, les services de l'Etat, les services administratifs des partenaires fonciers, les avocats, les huissiers.

Profil et compétences requises

- 3ème cycle (master) dans le domaine du foncier, juridique ou de l'urbanisme
- Bonne connaissance et maîtrise des mécanismes et outils fonciers et juridiques liés aux acteurs publics
- Bonne connaissance des institutions publiques et de leur fonctionnement, du droit public, de l'urbanisme
- Maîtrise des logiciels de bureautique et des outils géomatiques (ArcGis, QGis)
- Aisance rédactionnelle indispensable
- Rigueur, méthode et organisation, discrétion, sens de l'écoute et du dialogue
- Expérience de l'animation / négociation foncière serait appréciée
- Aisance relationnelle, sens du travail en équipe
- Esprit d'analyse et de synthèse

Le (la) chargé(e) de mission peut être amené(e) à se déplacer. Permis B exigé.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du 1er avril 2024. Il est localisé dans les locaux de la délégation Corse à Bastia (Haute Corse).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 24 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Renseignements sur le poste :
Michel MURACCIOLE, délégué de rivages Corse.
Tél : 04 95 32 38 14
Courriel : m.muracciole@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : LACS-P- 2024 – 07-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission action foncière et animation territoriale massif central à la délégation Lacs du Conservatoire du littoral à temps complet au Bourget du Lac

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

La délégation Lacs est composée actuellement d'un délégué, d'un délégué-adjoint, d'une assistante administrative et de 4 chargés de mission dont une chargée de mission foncier dont le poste a été nouvellement créé. La délégation est localisée au Bourget-du-Lac (Savoie). Elle assure une couverture pour les lacs du Grand Est, du Massif Central et Rhône-Méditerranée, répartis sur 6 régions et 18 départements différents. Aujourd'hui, plus de 5 000 ha ont été acquis sur 70 sites.

Description des enjeux du poste à pourvoir

La délégation souhaite renforcer son pôle foncier et développer son implication sur les deux lacs du sud du massif central.

Ainsi, l'agent participera au renforcement du pôle foncier aux côtés du nouveau poste foncier afin de permettre l'engagement d'une démarche véritablement proactive pour déclencher un nombre significatif de nouvelles acquisitions à l'échelle de l'ensemble des lacs.

En parallèle l'agent aura en charge directe la mise en œuvre de la politique du Conservatoire sur les lacs de Pareloup et Naussac. De nombreux périmètres d'intervention y restent à créer, et une véritable dynamique d'animation foncière est à développer, en relation étroite avec les partenaires locaux (collectivités, syndicats mixtes, SAFER, Départements…). La réalisation de cet objectif implique une mobilisation particulière sur place

Description de la mission

Les tâches à réaliser seront les suivantes :

1. Appui aux actions foncières – estimation : 50% du temps de travail

En binôme avec la chargée de mission d'actions foncières, l'agent devra :

- Appuyer la délégation sur la réactualisation de la stratégie d'intervention foncière
- Mener des animations foncières sur des secteurs géographiques en analysant la « difficulté » foncière (nombre de comptes de propriétaires et de parcelles)
- Préparer les inventaires cartographiques des propriétaires pour les animations foncières
- Suivre l'animation foncière (négociations, procédure d'acquisitions)
- Assurer un suivi des dossiers auprès des notaires (relances, bilans, suivi administratif…)
- Assurer la procédure des dossiers d'engagement internes jusqu'à l'archivage (amiable, préemption, acte administratif, SAFER, demandes d'avis auprès des Pôles d'évaluation domaniale, paiements…) en lien avec le service juridique et foncier du Siège
- Contribuer à la préparation des Conseils de rivages et des Conseils d'administration
- Appuyer l'équipe de la délégation concernant la mise à jour des données SIG, la création de cartes sur le volet foncier et des aides techniques diverses
- Assurer la correspondance avec les services nationaux chargés des systèmes informatiques (mises à jour, apport d'informations techniques…)

2. Missions territoriales – lacs de Pareloup et Naussac - estimation : 50% du temps de travail
   - Acquisitions foncière et gestion territoriale
     - Créer ou étendre, en relation avec les partenaires, les périmètres d'intervention et zones de préemptions nécessaires à l'acquisition (zones de préemption ENS en relation avec les départements ou zones de préemption propres au Conservatoire du littoral) identifiées comme prioritaires
     - Conduire des prospections foncières auprès des propriétaires, des notaires, des agents des SAFER, etc. dans le but de susciter et finaliser des projets d'acquisition puis gérer les dossiers fonciers correspondants (internes et externes)
   - Gestion intégrée et écologique des rivages lacustres. Le chargé de mission devra amorcer la mise en place du dispositif de gestion :
     - Participer au choix des gestionnaires et à la définition de la vocation des sites acquis pour une gestion écologique intégrée dans les projets de territoires
     - Elaborer avec les partenaires les projets pour les sites et les mettre en œuvre : expertises, plans de gestion, études paysagères, travaux…
     - Mettre en place le dispositif de gestion intégrée (définition des orientations de gestion, montage et suivi des plans de gestion, évaluation, organisation des comités de gestion…)
     - Coordonner les demandes d'usage sur les sites et vérifier leur cohérence avec les objectifs de gestion, rédaction des conventions d'usages, etc.
     - Participer à la recherche de cofinancements pour les projets.

Le chargé de mission pourra être amené à exercer des missions en dehors du périmètre géographique de ses missions territoriales et à participer à des réunions aux sièges du Conservatoire (Paris ou Rochefort).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles :

Le chargé de mission est placé sous l'autorité directe du délégué de rivages LACS du Conservatoire du littoral.

Il travaille en lien étroit avec l'ensemble des agents de la délégation et plus particulièrement avec la chargée de mission « actions foncières » basée au Bourget du Lac avec laquelle il forme un binôme fonctionnel et efficace.

Il travaille également en lien étroit avec les services nationaux (directions de l'action foncière et de la gestion patrimoniale, secrétariat général).

Profil et compétences requises

- Diplôme : 2e (licence) ou 3e cycle (paysage, aménagement du territoire, agriculture, développement économique local, développement rural, urbanisme, géographie ou équivalent)
- Connaissances développées en matières foncières : outils juridiques, rôles et fonctionnement des structures et offices spécialisés
- Connaissances et motivation pour la gestion intégrée et écologiques des espaces naturels, forestiers et agricoles, en lien avec le développement local
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel, des services publics de l'Etat, des collectivités
- Capacités à mettre en place des projets, à élaborer et suivre des plans de gestion
- Expérience appréciée de l'animation / négociation foncière
- Connaissance des mécanismes et outils fonciers liés aux acteurs publics
- Capacité de synthèse, rigueur et sérieux
- Sens de l'autonomie et de l'initiative
- Aptitude à la négociation et à la médiation, qualités relationnelles requises
- Bonne connaissance des logiciels SIG type Qgis et de logiciel de bureautique

Permis B indispensable, nombreux déplacements dans le massif central, ponctuels sur Paris et Rochefort.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :

- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du 1er juin 2024. Il est localisé dans les locaux de la délégation Lacs au Bourget du Lac (73).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 24 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Renseignements sur le poste :
M. Laurent GEORGE, délégué de rivages Lacs
Tel : 06 59 41 48 48
Courriel : l.george@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : MMN-P- 2024 – 03-RM 06

FICHE DE POSTE
Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :
Chargé.e de mission foncier à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral à temps complet à Wimereux

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux… – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

La délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral est localisée à Wimereux (62). Elle est constituée d'une équipe de 10 personnes et organisée autour de trois thématiques : mission foncière, mission de propriétaire et administration générale.
La délégation compte près de 40 sites naturels, pour environ 8500 ha acquis ; la gestion de ces espaces est confiée à 9 gestionnaires et 90 gardes du littoral (dont une quarantaine est assermentée).

Contexte du poste : l'activité foncière de la Délégation Manche-Mer du Nord

Sur l'aire de compétence de la Délégation Manche-Mer du Nord (Départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, sur près de 100 communes), une moyenne actuelle d'environ 100 hectares sont acquis chaque année. Actuellement, environ 150 dossiers d'acquisition actifs sont gérés au quotidien, auxquels s'ajoutent 60 dossiers en prospection. Annuellement, l'activité foncière implique une relation directe avec 300 partenaires (vendeurs,

notaires, services du Domaine Immobilier de l'Etat, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat, co-financeurs) et mobilise 2 millions d'euros, soit les 2/3 du budget de la Délégation.
Dans le cadre de sa stratégie d'intervention 2015-2050, et l'actualisation de celle-ci, le Conservatoire souhaite se donner les moyens d'accroître cette moyenne.

Description du poste

Dans ce contexte, un nouveau poste de chargé (e) de mission foncière est créé. Après une période de prise en main et de montée en compétences d'une durée de plusieurs mois, il (elle) aura vocation à piloter l'activité, au départ de la responsable du pôle actuelle, qui prévoit de faire valoir ses droits à la retraite.

Description des missions

Le responsable du pôle foncier gère et met en œuvre les actions foncières de la délégation, plus particulièrement dans les domaines suivants :

Stratégie foncière

- Co-construction et mise en œuvre de la stratégie foncière de la délégation aux côtés du délégué de rivages, et de la déléguée adjointe, suivant une feuille de route interne à court et moyen termes ;
- Co-élaboration (avec les chargées de mission territoriaux) et instruction des procédures de création et/ou d'extension des périmètres d'intervention foncière de l'établissement (analyse prospective, concertation préalable) ;
- Accompagnement des Départements pour l'élaboration et instruction des procédures de création de zones de préemption (et leur extension et ajustements), voire création de zones de préemption en propre;
- Veille et actualisation des couches SIG issues des documents de planification (PLU, PLUi, SCOT) et des politiques publiques mobilisant l'outil foncier (Schéma des ENS, ZPENS, programmations EPF et SAFER…) (ex : Stratégies locales de gestion du trait de côte, …).

Acquisitions foncières

- Accompagnement des négociations des conditions de vente avec les vendeurs privés ou publics,
- Etude approfondie des dossiers d'acquisition (à l'amiable / par préemption) en vue de leur réalisation,
- Accomplissement des procédures spécifiques (biens sans maître, biens vacants, successions, dons, legs…)
- Mise en œuvre des procédures d'affectation de terrains appartenant à l'Etat et des conventions d'attribution/affectation du DPM,
- Relation avec les),
- Relation avec les services compétents en matière de préemption (services Environnement des 3 Départements pour le suivi des préemptions des terrains en zone de préemption Espaces Naturels Sensibles; SAFER pour le suivi des préemptions environnementales de la SAFER;
- Relation avec les communes pour la création et l'extension des Périmètres d'Intervention et obtention des avis puis délibérations nécessaires dans le cadre des consultations administratives requises,
- Relations avec les notaires, relecture d'actes notariés,
- Relations avec la Direction de l'Immobilier de l'Etat pour l'estimation de la valeur vénale des terrains, actualisation des barèmes,
- Rédaction potentielle de certains actes administratifs,
- Organisation et pilotage des démarches de prospection foncière
- Ponctuellement, contribution au montage puis mise en œuvre et pilotage local des procédures d'expropriation (en lien avec le service DAFSI).

Pilotage de l'activité foncière

- Rôle de correspondant du service central du Conservatoire du Littoral en charge du foncier (dont le respect du suivi des procédures de la DAFSI dans ce domaine);
- Cartographie des acquisitions sous SIG (localisation des terrains en cours d'acquisition, mise à jour systématique des cartes des acquisitions réalisées, production de cartes foncières ou thématiques) ; Mise en place de la structure documentaire (en tant que référente E-Clad pour le foncier notamment),
- Création des outils et des éléments de pilotage et de contrôle du service foncier : base de données, tableaux de bord, lettres-types,
- Coordination du pôle secrétariat concernant les tâches administratives liées à la mission foncière (liquidations financières, engagements juridiques et financiers, relances d'actes…),
- Formation et encadrement potentiel de contrats de vacation fonciers ;
- Contribution à l'élaboration du volet foncier du dialogue de gestion, au montage des dossiers de subvention relatifs aux acquisitions, inscription au domaine public…

- **Contribution à la préparation des réunions des instances délibérantes**, en lien avec le délégué et la déléguée adjointe, les responsables territoriaux de la délégation, les services centraux et la direction du Conservatoire :
- Conseil de rivages : préparation des dossiers présentés relatifs au foncier.
- Conseil d'administration : préparation des dossiers liés au foncier.

Partenariats

- Mise en œuvre et suivi des partenariats fonciers (SAFER, EPF, Départements …)
- Rôle d'interlocuteur privilégié avec la DIE (élaboration des barèmes de prix ; évaluation de la valeur des biens immobiliers,…).

Missions juridiques spécifiques liées au domaine foncier

- Suivi des contentieux potentiels liés à la mission foncière en relation avec le délégué et son adjoint et le service foncier et juridique du Conservatoire du littoral;
- Occupations sans titre du domaine public (en lien avec les CMTs et l'assistant administratif): inventaires, définitions de protocoles, analyses juridiques ;
- Suivi des procédures de délimitation du domaine public.

L'agent est amené à effectuer des déplacements sur les trois départements de la délégation et occasionnellement au siège à Rochefort (17) et à Paris.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le responsable de pôle est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages et sous l'autorité fonctionnelle du délégué et de la déléguée de rivages adjointe.
En interne, il est en relation fonctionnelle avec les chargés de mission territoriaux et les autres agents de la délégation et avec les services nationaux de l'établissement. En externe, il est en contact régulier et direct avec les propriétaires, les notaires, les services de l'état, les collectivités locales et les partenaires du Conservatoire.

Profil et compétences requises

- Formation universitaire BAC +4 à +5
- Culture juridique dans le domaine foncier et l'urbanisme
- Expérience et intérêt pour l'aménagement du territoire et la protection des espaces naturels
- Connaissance du contexte littoral
- Expérience et autonomie dans la mise en œuvre des procédures foncières
- Connaissance de l'organisation administrative territoriale et des services de l'Etat
- Bonne organisation du travail et notamment du fonctionnement en mode projet
- Réactivité
- Rigueur, méthode, sens des responsabilités
- Capacités de négociation, maîtrise de la concertation
- Sens du contact, des relations humaines et de la médiation
- Bonne expression écrite et orale
- Connaissance et pratique des outils bureautiques et SIG
- Capacité à encadrer une petite équipe, des stagiaires et vacataires
- Maîtrise des outils bureautiques
- Très bon relationnel, autonomie et disponibilité (déplacements fréquents)
- Permis B exigé.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :

- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du 1er avril 2024. Il est localisé à la délégation Manche Mer du Nord du Conservatoire du littoral à Wimereux (Nord Pas de Calais).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) accmpagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les agents fonctionnaires sont à faire parvenir **au plus tard le 24 février 2024** sur le site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Arnault Graves, délégué de rivages Manche Mer du Nord
Courriel : a.graves@conservatoire-du-littoral.fr

Gwenaëlle MELENEC, déléguée adjointe
Courriel : g.melenec@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :
Fanny MEHLEM, responsable du SRH, 05 46 84 72 67
Courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr,

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE

Directeur/Directrice de l'agence études et travaux

N° du poste : 10073-

Catégorie A : - ICPEF- IPEF - IDAE - IAEHC- Attachés principaux - Localisation : Boigny sur Bionne (45)

Cotation parcours professionnel : A4

Poste vacant au 01/04/2024

Présentation de l'environnement professionnel	La DT Centre Ouest Aquitaine (COA) regroupe près de 900 agents qui ont principalement en charge la gestion de 535 000 d'ha de forêts publiques et la réalisation de missions d'intérêt général sur un périmètre couvrant 4 régions : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire et Centre-Val de Loire, plus le département de l'Allier. Elle recoupe quatre contextes biogéographiques : la chênaie, le littoral (elle couvre toute la façade atlantique), le plateau landais et la montagne, source d'une extrême diversité. Elle s'organise autour de services fonctionnels de la DT (services généraux (finances et moyens logistiques, RH), une agence comptable secondaire, un pôle forêt et une mission commerciale bois et services), de 8 agences territoriales et d'une agence de production spécialisée études et travaux (AETX). L'AETX de la DT COA intervient sur le périmètre de 7 agences territoriales (hors Limousin) afin de mettre en œuvre principalement les travaux commandés par les agences territoriales ou clients privés. L'activité de l'agence est portée principalement par l'activité travaux (plus de 90% du CA), complétée par des prestations études, portée par une unité de production mixte positionnée à Boigny/Bionne, principalement dans les domaines du carbone, de l'accueil du public et des nouvelles technologies La commande des agences territoriales pour un CA interne de 19,5M€ est liée : - aux travaux sylvicoles en forêts publiques (forêts domaniales pour 15 M€ et forêts des collectivités pour 1M€) - aux travaux sur le littoral, d'accueil du public (pour 2,5M€) et de lutte contre l'érosion éolienne des dunes dans le cadre d'une mission d'intérêt général pour 1M€. S'y ajoutent les commandes liées au dispositif France 2030, plantations adaptatives dans le cadre du changement climatique, à hauteur d'environ 1,5 M€ en 2023 mais en augmentation croissante. Ces dernières années, l'AETX gère donc annuellement un CA global d'environ 21M€. Elle assure aussi depuis 2023 la mise en œuvre de la MIG DFCI avec le déploiement de 25 patrouilles de surveillance et d'intervention (PSI) à l'échelle de la direction territoriale. La structure s'organise en 5 unités de production (UP) dont 1 mixte études et travaux. L'effectif moyen de 186 ouvriers forestiers est encadré par 23 conducteurs de travaux dans des bassins d'emploi répartis sur 23 départements. Elle compte 46 postes organisés dont 6 chefs de projet études et une adjointe. La mécanisation représente près du tiers de l'activité. L'AETX gère un parc d'environ 50 engins (tracteurs, pelles, chenillards) et les matériels associés. Elle dispose d'un budget de charges externes compris entre 9 et 10M€, en augmentation sous le double effet de l'augmentation de la sous-traitance et de la stratégie territoriale travaux visant à gérer via l'AETX la quasi-totalité des travaux sur le périmètre DT. Sa masse salariale est de 10M€. La particularité majeure de l'AETX de la DT COA est sa couverture géographique : les UP couvrent généralement une ex-région administrative en correspondance avec une ou deux agences Le siège de l'AETX est au siège de la DT à Boigny sur Bionne (45), résidence

	administrative du/de la directeur(trice), de l'adjoint(e) et du/de la secrétaire général(e) de l'AETX ainsi que de l'UP Val de Loire. Le siège des autres UP est situé sur les sites des agences territoriales (Poitiers, Bourges, Mont de Marsan, Rennes). Chaque UP a sa propre assistance administrative.	
Objectifs du poste	Atteinte des objectifs fixés au contrat passé entre la DT COA et l'AETX : maintien d'un solde équilibré des activités, respect du plafond d'emploi et des budgets de charges externes, maintien d'une forte présence de l'AETX sur les travaux domaniaux et les MIG. Une attention particulière à la bonne application des règles du flux de dépense est attendue dans le contexte d'une maîtrise des risques de l'établissement. Pilotage de la stratégie pluriannuelle en matière de travaux validée (2022-2025), en l'adaptant aux nouvelles priorités : les travaux sylvicoles répondant aux enjeux du changement climatique et les missions d'intérêt général (Dunes et DFCI) avec une augmentation de la part de travaux en sous-traitance à coordonner avec les ATE. A cet effet, de nombreux chantiers ont été lancés en 2023 et nécessitent une continuité (planification des travaux via outil test, suivi du parc de matériel, communication via smartphone, pilotage des achats, etc). Confortement de l'AETX comme acteur reconnu de la mise en œuvre de travaux et études nécessaires à la gestion multifonctionnelle des forêts au bénéfice de leur résilience face au changement climatique. La participation active au comité stratégique travaux rassemblant les directeurs d'agence en est un des leviers. Pilotage d'une agence répartie sur un vaste territoire (40% du territoire national), dans un contexte de déploiement de la MIG DFCI, d'une augmentation possible de la MIG Dunes et de la stratégie travaux. Maintien de la cohésion et de la motivation des équipes dans un contexte évolutif.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Pilotage budgétaire et du schéma d'emploi de la structure, dans le respect du contrat avec la DT et des règles de la commande publique. - Organisation, régulation et suivi de l'activité au sein de l'agence, en particulier négociation des feuilles de route avec les unités de production. Accompagnement des équipes sur le terrain, appui sur les sujets complexes, - Management des personnels de l'agence dans un contexte de changement, animation des CODIR, accompagnement de la directrice territoriale dans l'animation du dialogue social territorial (CSE, CSSCT), - Contribution à la préparation du budget territorial sur le volet travaux et à la répartition entre les agences du budget délégué, en lien étroit avec le secrétaire général et l'adjoint en charge des questions forestières. - Gestion de la relation avec les agences territoriales dans le cadre du comité stratégique travaux, portage partagé avec le pôle forêt de la DT du référentiel des travaux et des indicateurs métier de suivi de l'activité, - organisation et coordination du déploiement des patrouilles de 1ère intervention de la MIG DFCI, en lien avec les 2 coordonnateurs zonaux ; Forte disponibilité personnelle indispensable pour accompagner de nombreux déplacements avec des découchés liés à la taille du territoire couvert.	
Champ relationnel du poste	Ensemble de la direction territoriale pour les relations internes ONF Réseau des DATX (DCBS et autres DATX) Clients externes et fournisseurs	
Compétences liées au poste	**SAVOIRS**	**SAVOIR-FAIRE**
	- Connaissances techniques en sylviculture et travaux sylvicoles	- Compétences en animation et management d'équipe

	- Qualités relationnelles et disponibilité. - Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF - Connaissance en matière de pilotage budgétaire.	- Capacités de dialogue et de négociation - Relationnel avec les élus et autres partenaires ou clients - Accompagner, simplifier et donner du sens
Personne à contacter	Mme Johanne PERTHUISOT, directrice territoriale Centre Ouest Aquitaine johanne.perthuisot@onf.fr Portable : 06.72.44.66.58	